ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

NOR : EMP1600889LP

**LOI DU PAYS N° 2017-9
DU 30 JUIN 2017**

Portant création d'un dispositif d'aide à
l'emploi de type contrat aidé appelé Aide
au Contrat de Travail du PRIMo salarié
(ACT PRIM)

Après avis du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

L'assemblée de la Polynésie française a adopté ;

Vu l'attestation de non recours du Conseil d'État formulée par courrier n° 525 du 20 juin 2017

;

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP 1.- Le chapitre IV du titre II du livre II de la partie V du code du travail est remplacé par les dispositions suivantes :

**« Chapitre IV
L'AIDE AU CONTRAT DE TRAVAIL DU PRIMo SALARIÉ**

**Section 1
Objet**

Article Lp. 5224-1

Il est institué un dispositif d'aide à l'emploi intitulé « Aide au Contrat de Travail du primo salarié », qui peut être usuellement désigné par l'acronyme « ACT PRIM », dont l'objectif est de soutenir l'embauche du premier salarié en contrat de travail à durée indéterminée d'une durée minimale de quatre-vingts heures par mois, et maximale de cent soixante-neuf heures par mois.

Article Lp. 5224-2

L'employeur, éligible à l'Aide au Contrat de Travail du primo salarié, bénéficie durant deux ans d'une aide, sous la forme d'une prise en charge des charges patronales par la Polynésie française, calculées au prorata du temps de travail du salarié sur la base du taux horaire mensuel du salaire minimum interprofessionnel garanti.

**Section 2
Conditions d'obtention**

Article Lp. 5224-3

L'Aide au Contrat de Travail du primo salarié est accordée pour l'embauche, sans condition d'âge, de personnes remplissant une des conditions suivantes :

- 1. justifier de la qualité de demandeur d'emploi au sens de l'article Lp. 5423-1 du présent code ;*
- 2. avoir involontairement perdu son emploi au sens de l'article Lp. 5423-2 du présent code ;*
- 3. avoir perdu son emploi à la suite d'un licenciement économique en Polynésie française ;*
- 4. à l'issue d'un stage d'insertion ou de formation professionnelle en Polynésie française.*

Article Lp. 5224-4

Seules les personnes physiques ou morales de droit privé, justifiant n'avoir aucun salarié en contrat à durée indéterminé au moment de la demande d'aide, peuvent bénéficier en leur qualité d'employeur d'une Aide au Contrat de Travail du primo salarié.

Toutefois, les personnes physiques ou morales de droit privé, qui justifient d'un unique salarié en contrat à durée déterminée de moins d'une année ou en contrat d'apprentissage peuvent prétendre, en leur qualité d'employeur, à une Aide au Contrat de Travail du primo salarié, à l'échéance du contrat dudit salarié.

Article Lp. 5224-5

L'Aide au Contrat de Travail du primo salarié ne peut être attribuée à un employeur si :

- 1. il a procédé à un licenciement pour motif économique au cours des douze mois précédant la date de la demande ;*
- 2. l'embauche porte sur le poste de travail d'un salarié qui a fait l'objet d'un licenciement ;*
- 3. l'embauche concerne une personne pour laquelle il a déjà bénéficié d'une aide financière au contrat de travail, ou un de ses anciens salariés ayant démissionné depuis moins d'un an.*

Les interdictions prévues aux 2. et 3. du présent article s'appliquent aux entreprises ayant au moins un actionnaire commun avec l'employeur.

Section 3

Les mécanismes de l'ACT PRIM

Article Lp. 5224-6

La gestion de l'Aide au Contrat de Travail au primo salarié est confiée au service en charge de l'emploi.

Un arrêté pris en conseil des ministres détermine les pièces constitutives du dossier de demande.

Article Lp. 5224-7

Les modalités de versement de l'aide ainsi que les pièces justificatives sont définies par arrêté pris en conseil des ministres.

Section 4

Convention d'Aide au Contrat de Travail au primo salarié

Article Lp. 5224-8

Une convention conclue entre l'employeur et le service en charge de l'emploi détermine les obligations respectives de chacune des parties et les modalités de maintien ou de rupture de l'aide en question.

Le modèle type de la convention est adopté par arrêté pris en conseil des ministres.

Section 5

Remplacement du salarié

Article Lp. 5224-9

En cas de rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié, ou sur décision de l'employeur pour faute grave du salarié, l'employeur a la faculté de procéder au remplacement du salarié, par voie d'avenant, pour la durée restant à courir de la convention.

L'employeur peut procéder à deux remplacements.

Section 6

Contrôles et sanctions

Article Lp. 5224-10

Le service en charge de l'emploi assure le contrôle par des déclarations faites par l'employeur et le salarié, du respect et de la bonne exécution des termes de la convention.

Pour exercer ce contrôle, le service en charge de l'emploi dispose des données transmises par la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française selon des modalités définies par voie de convention.

Article Lp. 5224-11

En cas d'inexécution totale ou partielle de ses engagements par l'employeur, le service en charge de l'emploi suspend l'Aide au Contrat de Travail au primo salarié et en informe la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française.

L'Aide au Contrat de Travail au primo salarié est suspendue jusqu'à régularisation de sa situation par l'employeur défaillant et au maximum pendant une durée de deux mois à l'issue de laquelle le service en charge de l'emploi peut résilier la convention.

Article Lp. 5224-12

Le service en charge de l'emploi peut procéder à la résiliation unilatérale de la convention :

- 1. en cas de défaut de production des pièces justificatives définies par arrêté pris en conseil des ministres dans le délai imparti de deux mois ;*
- 2. en cas de fraude au présent dispositif. Dans ce cas, l'employeur rembourse l'aide versée au titre de l'Aide au Contrat de Travail au primo salarié et sera exclu du bénéfice des aides à l'emploi et à l'insertion pour une durée maximale de douze mois.*

Section 7

Dispositions diverses

Article Lp. 5224-14

Des arrêtés pris en conseil des ministres précisent les modalités d'application du présent chapitre. »

ARTICLE LP 2.- DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Une requalification des conventions passées en application de l'article Lp. 5223-1, pour la durée restant à courir desdites conventions, peut être effectuée sous réserve de remplir les conditions d'éligibilité à l'Aide au Contrat de Travail au Primo salarié fixées à l'article Lp. 5224-4 et d'en formuler la demande auprès du service en charge de l'emploi dans un délai de six mois à compter de la mise en application dudit dispositif.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 30 juin 2017.

Édouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Vice-président,
Teva ROHFRICTSCH.

*Ministre du travail
et de la formation professionnelle,*
Priscille Tea FROGIER.

Travaux préparatoires :

- Avis n° 68 CESC du 22 novembre 2016 du conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;
- Arrêté n° 1998 CM du 5 décembre 2016 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- Examen par la commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi le 14 décembre 2016 ;
- Rapport n° 201-2016 du 15 décembre 2016 de Mesdames Isabelle SACHET et Armelle MERCERON, rapporteuses du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 11 mai 2017 ; Texte adopté n° 2017-7 LP/APF du 11 mai 2017 ;
- Publication à titre d'information au JOPF n° 40 du 19 mai 2017 ;